



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Décembre 2016 | FR



ÉDITORIAL

Le temps de l'espoir, le temps de la paix

Les projets ambitieux et de longue haleine tels que l'Union européenne connaissent des hauts et des bas, et leur solidité peut être mesurée à l'aune du grand baromètre de la démocratie, qui traduit le degré de satisfaction de la population vis-à-vis de ses dirigeants et de ses gouvernements.

Contre toute attente, le Royaume-Uni a voté en faveur du Brexit et Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine.

Les citoyens ont exprimé leur volonté, et même si ces deux résultats peuvent susciter une certaine inquiétude, nous devons à présent aller de l'avant. Leurs conséquences n'ont pas encore été pleinement évaluées, mais une chose est sûre: l'Europe devra composer avec cette nouvelle réalité et réagir de manière constructive.

Mais comment est-il possible de rétablir la confiance des citoyens dans le projet européen? Je ne doute pas que la réponse réside dans la société civile et sa capacité d'adaptation au changement. C'est d'elle que partent toutes les actions positives. Nous devons porter toute notre attention aux citoyens car nous avons beaucoup à apprendre d'eux. Prenons par exemple les attentats terroristes et la crise migratoire. 2016 restera dans les annales en raison de ces actes horribles et de l'afflux exceptionnel de migrants et de réfugiés en Europe. Une fois encore, c'est la société civile qui a été à l'avant-plan. Les citoyens ordinaires et les organisations ont fait des choses extraordinaires pour ceux qui avaient tout perdu, souffraient et étaient désespérés. Il existe des exemples de compassion inspirants dans tous les États membres.

Cette année, le séminaire des attachés de presse de la société civile organisé par le CESE était consacré à la communication sur la migration: l'idée était de mieux faire connaître le rôle joué par les médias dans toute l'Europe pour influencer la réaction de la population à la crise. Par ce séminaire, nous espérons avoir contribué à l'élaboration d'une approche plus constructive grâce au partage d'expériences et de bonnes pratiques. Le prix de la société civile 2016 du CESE présentera également les actions les plus marquantes en matière d'accueil et d'intégration des réfugiés et des migrants en Europe. Les cinq lauréats (Fondation Artemiszió - Hongrie; Dionysis Arvanitakis et Iliaktida - Grèce; SOS Méditerranée - Allemagne; SOS Racismo Gipuzkoa - Espagne) seront récompensés le 15 décembre prochain pour leurs actions, au cours de la session plénière du CESE.

Il est essentiel de communiquer tous ces exemples européens positifs pour diffuser l'information et créer un véritable réseau d'aide humanitaire par-delà les frontières. Il est devenu plus important que jamais de communiquer efficacement. Il ne suffit plus de «faire le boulot», il est désormais crucial d'informer les citoyens sur ce qui est fait pour améliorer leur vie quotidienne. Le CESE a choisi de braquer les projecteurs sur ces efforts et sur ces personnes, car c'est grâce à elles qu'il y a de l'espoir pour l'Europe.

Gonçalo Lobo Xavier

vice-président du CESE chargé de la communication

L'Europe se doit de mieux faire pour le consommateur, affirme le CESE

Le CESE a émis trois avis importants sur le **blocage géographique, l'itinérance et la livraison de colis**, dans lesquels il appelle la Commission européenne à amender ses propositions afin que le marché unique devienne une réalité pour les consommateurs.

De l'avis du CESE, la proposition de la Commission concernant le **blocage géographique** ne réduira vraisemblablement pas les frustrations des entreprises et des consommateurs et il recommande d'instaurer des conditions de concurrence équitables pour les échanges en ligne et hors ligne, en supprimant les obstacles aux transactions de vente et d'achat par-delà les frontières.

L'UE doit s'attaquer au problème posé par les fortes divergences entre les politiques industrielles et les législations des différents États membres.

En ce qui concerne l'**itinérance**, le CESE a exprimé de sérieuses réserves quant à la possibilité pour les opérateurs de négocier des barèmes de prix de gros en dehors des prix plafonnés réglementés, comme il est prévu dans la proposition de la Commission. Le problème est que les «barèmes de prix de gros innovants» en dehors des prix réglementés ne seraient pas directement liés aux volumes consommés et que des négociations commerciales sont susceptibles d'aboutir à des ententes et des abus de position dominante

de la part des gros opérateurs. En outre, les consommateurs risquent d'être confrontés à une augmentation des tarifs nationaux destinée à compenser la baisse des recettes qui se produira avec la disparition de l'itinérance. Dès lors, le CESE préconise des mesures préventives et une plus grande transparence des tarifs nationaux, pour que l'usager soit pleinement au courant du contenu détaillé de sa facture téléphonique.

Les tarifs de livraison transfrontière, quant à eux, sont parfois près de cinq fois plus élevés que les tarifs nationaux lorsque les colis proviennent d'entreprises de commerce électronique situées à l'étranger. Ces différences ne peuvent s'expliquer par des frais supplémentaires dans le pays de destination et dissuadent le consommateur de procéder à des achats dans d'autres États membres que le sien. Pour le CESE, la Commission devrait imposer à tous les services de livraison de colis des délais contraignants pour baisser leurs tarifs et les menacer de les plafonner s'ils n'obtempèrent pas. (cad/dm) ●

Les mesures européennes de lutte contre le blanchiment des capitaux doivent couvrir tous les pays tiers à haut risque

La liste des pays tiers à haut risque soumis aux mesures de vigilance renforcées, publiée le 14 juillet, omet de nombreux pays qui sont considérés comme des paradis fiscaux à des fins de blanchiment d'argent, en particulier ceux qui sont mentionnés dans les «Panama papers». L'avis du CESE sur la directive de l'UE sur la lutte contre le blanchiment de capitaux propose d'établir une nouvelle liste des pays tiers à haut risque, ou d'étendre le champ d'application des mesures.

Au cours de la session plénière de décembre, Javier Doz Orrit (Espagne, groupe des travailleurs), le rapporteur, a proposé que «les

accords de libre-échange et de partenariat économique comportent des chapitres consacrés à la lutte contre le blanchiment de capitaux, la fraude fiscale et l'évasion fiscale». Le CESE a adopté deux avis sur la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et l'évasion fiscale. Ces avis plaident en faveur de l'établissement d'un registre européen centralisé des comptes bancaires, une plus grande transparence concernant les bénéficiaires de sociétés et de fiducies, de mesures pour lutter contre la concurrence fiscale inéquitable, de la lutte contre l'anonymat des transactions financières effectuées avec des cartes prépayées et d'un contrôle accru

au moyen d'une coopération entre les cellules de renseignement financier.

Petru Sorin Dandea (Roumanie, groupe des travailleurs), rapporteur de l'avis du CESE sur l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, a déclaré que «le traitement juridique de toutes les infractions en lien avec le blanchiment de capitaux, la fraude fiscale, la corruption et le financement du terrorisme ainsi que des infractions connexes devrait être harmonisé au niveau européen, tout comme les sanctions résultant du non-respect des directives antiblanchiment.» (mm) ●

Taux de participation record au 10^e séminaire des attachés de presse de la société civile à Vienne

Le 10^e séminaire des attachés de presse de la société civile, qui s'est tenu les 24 et 25 novembre 2016 à l'Académie diplomatique de Vienne a attiré non seulement des représentants de la société civile mais également des diplomates et des représentants d'organisations internationales, ainsi que des journalistes. Ce séminaire a reçu le soutien du Centre d'information des Nations unies à Vienne, de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, du ministère autrichien des affaires européennes, de la présidence slovaque de l'UE et de la Ville de Vienne. Le président du CESE, M. Georges Dassis, a participé à la séance d'ouverture. M. Georgi Stoev, membre du CESE, les présidents de groupe, M. Luca Jahier et M.me Gabriele Bischoff ainsi que le président de section, M. Pavel Trantina, ont participé activement aux tables rondes. Les discussions ont porté sur le thème de la «communication



sur la migration» et se sont déroulées dans le cadre de quatre tables rondes, tandis que M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, a prononcé l'allocution d'ouverture et les conclusions finales portant sur le trafic de migrants, le rôle des médias, l'intégration sociale et le rôle des décideurs politiques.

La combinaison d'experts, d'orateurs ayant un rapport personnel à ce thème, de journalistes spécialisés et de représentants de la société civile, conjuguée à la présence d'un public engagé, a provoqué des débats animés sur de nouvelles constatations et des faits bien établis, et donné lieu à certains moments d'émotion. Le CESE publiera une brochure contenant les contributions les plus intéressantes et les plus importantes ainsi que les principales conclusions de cette manifestation, qui sera mise à disposition sur le site internet du CESE dès le début de l'année 2017. (sma) ●

À VOS AGENDAS

14-15 décembre 2016, Bruxelles
session plénière du CESE

15 décembre 2016, Bruxelles
cérémonie de remise du prix de la société civile

DANS CE NUMÉRO

2 Le CESE préconise la mise en place d'un instrument financier pour mettre un terme à l'échouage des navires

2 Le prix de la société civile du CESE récompensera des exemples de solidarité humaine

3 Madi Sharma écrit un livre pour transformer 7 milliards d'idées en actions



Conférence du CESE et de l'OIT sur l'avenir du travail



De gauche à droite: le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, le président du CESE, Georges Dassis, et la commissaire européenne Marianne Thyssen à la conférence de presse sur l'avenir du travail

Les 15 et 16 novembre 2016, le CESE et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont tenu un débat de haut niveau à Bruxelles sur l'**avenir du travail**. Celui-ci a rassemblé plus de 300 représentants des partenaires sociaux et de la société civile. M. Georges Dassis, président du CESE, M. Guy Ryder, le directeur général de l'OIT nouvellement réélu, et la commissaire européenne Marianne Thyssen ont pris la parole lors de la session d'ouverture.

Les travailleurs et les employeurs européens sont confrontés à des défis majeurs qui résultent de la mondialisation accrue. Ces défis sont notamment les formes atypiques d'emploi et les bouleversements technologiques qui affectent la nature même du travail. De plus en plus souvent, le recours à la sous-traitance, le travail indépendant, les contrats «zéro heure», les horaires irréguliers et le

travail en ligne par le biais d'intermédiaires deviennent des préoccupations quotidiennes pour les travailleurs et les employeurs en Europe. À cet égard, l'enquête Eurobaromètre du printemps 2016 révèle que la sécurité de l'emploi est une préoccupation majeure des citoyens, 47 % des Européens estimant que «le pire reste à venir» s'agissant de l'impact de la crise économique sur l'emploi.

Au cours de la conférence, des tables rondes ont été consacrées à la place du travail dans la société, à l'évolution des formes et des conditions de travail, ainsi qu'aux effets de l'innovation technologique et de la mondialisation sur le lieu de travail et en matière de gouvernance du travail. Les solutions élaborées lors de la conférence viendront alimenter l'initiative du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail. (cad)

Déclaration du président du CESE sur la situation en Turquie en matière de droits fondamentaux

À la suite de la réunion extraordinaire du Bureau du CESE qui s'est tenue le 10 novembre 2016, le président a fait la déclaration suivante:

«Je tiens à exprimer mon inquiétude extrême vis-à-vis de la situation que connaît actuellement la Turquie en matière de respect des droits fondamentaux.

S'il convient de condamner fermement le crime qui consiste à tenter de prendre le pouvoir par la violence, la survenance d'une tentative de coup d'État ne saurait en aucun cas justifier une suspension du respect des droits fondamentaux.

En outre, il est extrêmement alarmant que des citoyens, des organisations de la société civile, des journalistes ou des élus qui ne soutiennent pas cette tentative de coup d'État soient privés de certaines de leurs libertés en l'absence de toute preuve de leur participation. Il est impératif que la Turquie s'attache à respecter les obligations qui lui incombent, en particulier, au titre de la Convention européenne des droits de l'homme, en veillant à ce que les normes du Conseil de l'Europe et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme demeurent respectés même dans le cadre de dérogations justifiées par l'état d'urgence.

J'invite les autorités turques à chercher désormais à surmonter l'épreuve d'une autre façon: il est dans l'intérêt de la Turquie elle-même, de sa population et de ses relations futures avec l'Union européenne, qu'elle progresse de façon décisive et définitive vers une société pluraliste et paisible dans laquelle toute idée peut être librement exprimée, à l'exclusion de l'appel à la violence, où les libertés d'expression et d'association sont absolues, y compris le droit de manifester publiquement ou de prendre part à une grève et où toutes les composantes de la société civile peuvent vivre et s'exprimer sans crainte, en ce comprises les minorités de tout type. À mon sens, c'est le meilleur moyen de désamorcer définitivement tout risque pour le pays, d'unifier la population par-delà même ses diversités et de préparer d'une façon vraiment efficace une adhésion à l'Union européenne.»

Georges Dassis

Les prosommateurs dans le domaine de l'énergie: opportunités et défis pour l'UE

Les prosommateurs sont les nouveaux participants au marché de l'énergie, qui est aujourd'hui extrêmement complexe. Il s'agit de particuliers, de ménages ou de coopératives qui à la fois produisent et consomment de l'énergie, souvent au niveau local. Ils peuvent, par exemple, produire de l'énergie à l'aide de miniturbines éoliennes, de panneaux photovoltaïques, de capteurs solaires ou de pompes à chaleur.

Dans son avis sur le thème «Prosommation énergétique et coopératives de prosommateurs d'énergie», le CESE souligne l'importance d'instaurer des règles concernant la participation au marché de ces nouveaux acteurs afin de soutenir leur développement, mais aussi d'éviter toute distorsion de concurrence.

Puisque les prosommateurs produisent de l'énergie pour couvrir leurs propres besoins mais en produisent finalement davantage, il est impératif de trouver une solution

Le prix de la société civile du CESE récompensera des exemples de solidarité humaine

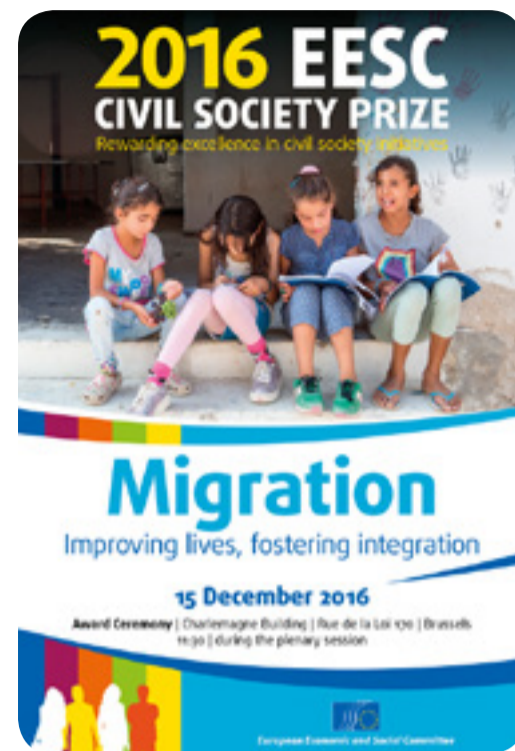
Le nombre record de 283 candidatures reçues cette année pour le prix de la société civile du CESE, qui porte sur le thème de la migration, a clairement montré que les migrations et l'intégration des réfugiés restent l'un des principaux domaines de préoccupation et d'action de la société civile européenne. Le prix 2016 récompensera des projets exemplaires et stimulants qui représentent le meilleur de la solidarité humaine en Europe et ont eu une incidence réelle sur le terrain.

Pour le prix 2016 de la société civile européenne sur le thème de la migration, le CESE a retenu cinq candidatures provenant de Hongrie, d'Allemagne, d'Espagne et de Grèce. Le prix de cette année entend récompenser des personnes et des organisations qui se sont distinguées par leurs efforts d'amélioration des conditions de vie des migrants et de promotion de leur intégration dans la société européenne.

Les candidatures retenues sont:

- **SOS Méditerranée**, un projet allemand qui a contribué à sauver par moins de 5 000 vies humaines en mer;
- l'initiative d'un boulanger grec, **Dionysis Arvanitakis**, qui distribue du pain et des pâtisseries à des milliers de migrants désespérés, affamés et dans le besoin;
- **SOS Racismo Gipuzkoa – Gipuzkoako SOS Arrazakeria**, un projet espagnol qui a concrètement réuni autour d'une table des milliers de résidents locaux et de migrants dans le but de partager un repas et de mieux se comprendre les uns les autres; et
- **la fondation Artemiszió et Iliaktida**-deux autres projets qui ont eu un rôle de pionniers en Hongrie et en Grèce, pour venir en aide aux migrants et faciliter leur intégration dans la société.

Les projets gagnants seront annoncés lors de la cérémonie de remise des prix, le 15 décembre, dans le cadre de la session plénière du CESE à Bruxelles. Les lauréats se partageront un prix en espèces de 50 000 EUR qui viendra récompenser leurs travaux et donner une impulsion salutaire à leurs projets, de sorte qu'un nombre encore plus élevé de personnes puissent être aidées. Le prix de la société civile, qui en est à sa huitième édition, est décerné chaque année dans un domaine d'activité important du CESE. (mr/sk/jk)



Le CESE préconise la mise en place d'un instrument financier pour mettre un terme à l'échouage des navires

L'on entend par «échouage» la démolition navale – le démantèlement de navires – dans des pays où les droits des travailleurs et les règles de sécurité sont déficients, voire inexistantes, et où les salaires sont estimés à trois euros pour une journée de travail de 12 à 16 heures.

Pour Martin Siecker (Pays-Bas, groupe des travailleurs), membre du CESE et président de la section spécialisée «Marché unique, production et consommation», qui était rapporteur de l'avis d'initiative du CESE sur **La démolition navale et la société du recyclage**, cette situation est inacceptable: «Nous devons mettre un terme à ce travail dangereux, qui non seulement exploite les plus pauvres mais met aussi en danger leur vie au quotidien. L'Union européenne a l'obligation morale de défendre les droits fondamentaux des travailleurs, y compris dans les pays tiers.»

Le CESE invite instamment la Commission à proposer une législation plus rigoureuse qui reconnaisse la responsabilité des propriétaires de navires et le devoir qui leur incombe de démanteler leurs navires dans des conditions décentes, et plaide en faveur de l'application du principe du pollueur-payeur à ces propriétaires. «Pour poursuivre son objectif de démolition responsable des navires, l'Union européenne devrait veiller à ce que le coût d'un tel démantèlement soit intégré dans les coûts d'exploitation», a déclaré Richard Adams, corapporteur de l'avis (Royaume-Uni, commission consultative des mutations industrielles, catégorie des travailleurs).



Le règlement de l'UE relatif au recyclage des navires – applicable en 2018 – fixe des exigences élevées pour les installations de recyclage des navires, mais les propriétaires n'ont aucun mal à les contourner en procédant à un transfert de propriété ou simplement en dépaillonnant leur navire et en l'immatriculant dans un pays tiers. L'instrument financier proposé par le CESE pourrait cependant dissuader les propriétaires de navires de se soustraire à leurs responsabilités: si leurs navires ne sont pas démantelés dans une installation figurant sur une liste de sites agréés par l'UE, ils ne pourront pas récupérer leurs fonds et en supporteront les conséquences financières. (sma)



pour le traitement du surplus d'énergie, notamment en promouvant les technologies de stockage de l'énergie et en améliorant les interconnexions entre les régions d'Europe dont les profils de production et de consommation d'énergie diffèrent.

Le CESE estime que la prosommation énergétique doit constituer un élément majeur d'une politique active visant à réduire la pauvreté énergétique et à protéger les groupes socialement vulnérables. Elle pourrait également contribuer à renforcer le développement économique régional et à résoudre les problèmes liés au vieillissement de la société et à l'économie des seniors. La participation des organisations de la société civile, ainsi que des collectivités locales et régionales, sera primordiale à cet égard. (cad)

Dire oui au commerce et mieux communiquer sur ses enjeux

Les leçons à tirer de l'AECG

M^{me} Dilyana Slavova (Bulgarie, groupe des activités diverses), présidente de la section spécialisée «Relations extérieures» du CESE

Faire du commerce est une bonne chose. Et c'est encore mieux quand les échanges se déroulent de manière équitable et transparente. De tout temps, on a échangé: le commerce était la principale activité des hommes préhistoriques, qui troquaient déjà biens et services avant l'invention de la monnaie.

Les choses se compliquent légèrement dès lors qu'on parle d'accords commerciaux internationaux à grande échelle. Le bilan passé des accords de libre-échange, le secret entourant les négociations et les informations qui filtrent sur le contenu de l'accord lui-même sont autant de facteurs susceptibles d'inspirer un fort élan de défiance et de suspicion.

L'exemple le plus récent en est celui de l'accord économique et commercial global (AECG) UE-Canada, un texte qui exigeait l'approbation de l'ensemble des 28 États membres de l'UE. Après être parvenus à un consensus le 28 octobre, les 28 ont donné leur feu vert à l'accord.

Mais c'était sans compter la résistance de certains citoyens européens. Les Wallons ne sont pas les seuls à s'être opposés à l'AECG. Une pétition contre l'accord a été signée par 3,4 millions de citoyens de l'Union et l'on dénombre plus de 2 000 «zones hors PTCl et AECG» en Europe. Ces appels ne doivent pas être laissés sans réponse. Nous devons prendre au sérieux les inquiétudes des citoyens et agir dans la transparence.

Nous devons donc, à l'évidence, trouver une meilleure méthode pour mettre au point les accords de libre-échange, en y associant à la fois les États membres de l'UE et les gouvernements nationaux, et en écoutant les voix qui émanent de la société civile organisée. L'UE doit aussi tirer un autre enseignement de cette expérience malheureuse: la transparence est une nécessité, en particulier dans le contexte des actuelles négociations de libre-échange avec les États-Unis. La transparence doit être véritablement au cœur de tous les accords de commerce et d'investissement et les principes démocratiques doivent être respectés tout au long du processus de ratification.

Les débats autour de l'AECG ont mis en lumière un problème fondamental dans la communication sur les échanges commerciaux. Il est illusoire de penser que dans le monde connecté et globalisé d'aujourd'hui, nous pouvons cesser de commercer et fermer nos marchés. Nous ne pouvons pas arrêter les mutations technologiques, l'innovation ou l'automatisation. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de moduler la libéralisation des échanges en fonction de nos valeurs et de l'adapter aux attentes des citoyens européens. La négociation des accords commerciaux relève de la responsabilité de l'UE car c'est en ouvrant la porte du vaste marché européen que nous obtenons le levier nécessaire pour consolider notre propre accès aux marchés internationaux. Toutefois, les États membres devraient travailler davantage, aux côtés de l'UE, sur la question de la mise en œuvre des accords commerciaux, et élaborer des politiques d'ajustement pour mieux répondre aux défis rencontrés par chaque État membre dans les domaines de la politique sociale, des infrastructures et de l'innovation. Si les bienfaits du commerce sont diffus et ne sont pas tout de suite perceptibles, les inconvénients d'une libéralisation des échanges peuvent, quant à eux, être ressentis brutalement et avoir un effet immédiat. Les États membres de l'UE devraient renouer avec leurs citoyens afin de leur présenter et de leur expliquer les accords commerciaux, notamment les valeurs que ceux-ci défendent,

leurs avantages potentiels mais aussi leurs défis, de sorte que la société civile organisée puisse intervenir dans ces débats.

Les leçons de l'AECG doivent être dûment tirées, et vite. Les responsables politiques européens ont l'occasion de relancer la politique commerciale de l'UE en négociant les futurs accords de commerce de manière transparente et démocratique. Ils devront pour cela y associer les gouvernements, les parlements et les citoyens, sans attendre et dans l'esprit d'un rassemblement le plus large possible. Peut-être alors gagneront-ils la confiance des citoyens de l'Europe.

Nous ne devons pas perdre de vue le fait que pour conclure un accord global comme celui-ci, il faut laisser à tous les acteurs concernés l'occasion de s'exprimer. C'est ainsi que fonctionne la démocratie.



Il faut protéger l'état de droit et les droits fondamentaux, affirme le CESE

L'Union européenne n'est pas un simple marché commun, c'est une communauté de valeurs communes qui façonnent l'identité européenne. Au nombre de ces valeurs figurent la dignité humaine, la liberté, l'égalité, la solidarité, ainsi que les principes posés par la Charte des droits fondamentaux.

S'il est indispensable de respecter ces droits, libertés et principes pour adhérer à l'UE, il n'existe toutefois aucun mécanisme pour en garantir l'application lorsqu'ils sont remis en cause dans un État membre. Dans un récent avis, le CESE recommande donc de franchir une étape supplémentaire afin de garantir une application correcte de l'état de droit et de la démocratie.

Le CESE estime qu'il convient de modifier l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE pour mettre en place un mécanisme juridiquement contraignant permettant d'assurer le contrôle du respect de la légalité, de la hiérarchie des normes, de la sécurité juridique,

de l'égalité, de la non-discrimination, du libre accès à la justice et du droit à un procès équitable, et l'observance des principes de prévention des abus et de l'arbitraire des pouvoirs publics, de séparation des pouvoirs, de respect et de protection du pluralisme politique, des droits des minorités et de la diversité sociale et sexuelle ainsi que de la liberté d'expression et de celle de la presse. Ce dispositif permettrait ainsi de mettre en évidence les lacunes et d'adopter les mesures correctives nécessaires.

Il convient également de conclure un nouveau pacte pour la démocratie afin de faciliter la coopération entre les institutions de l'UE et les États membres pour défendre les valeurs démocratiques. Le CESE, de concert avec les organisations de la société civile, pourrait organiser chaque année un forum afin d'examiner la situation qui prévaut à cet égard au sein des États membres et d'élaborer des propositions pour remédier aux infractions et prévenir ces dernières. (cad)

Lors de la COP 22, le CESE a milité pour placer les acteurs non étatiques au cœur de l'action pour le climat



La COP 22 s'est déroulée à Marrakech, au Maroc, du 7 au 18 novembre 2016. L'accord de Paris adopté lors de la COP 21, qui est entré en vigueur le 4 novembre 2016,

a fixé l'objectif à long terme de contenir le réchauffement planétaire «nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels».

La mise en œuvre de l'accord de Paris aura une incidence positive sur la vie de chaque citoyen européen. Le chemin qui mène de cet accord à une économie neutre en carbone est semé d'embûches, et le CESE considère l'action en faveur du climat avant tout comme une occasion de créer des entreprises et des emplois et d'améliorer le bien-être des citoyens européens.

Le CESE a participé à la COP 22 en tant qu'observateur au sein de la délégation officielle de l'UE, afin de promouvoir le concept d'un nouveau modèle de gouvernance climatique conférant un rôle essentiel aux acteurs non étatiques.

Avec cet objectif en tête, le CESE et ses partenaires, à savoir le CdR, le Comité 21 France (C21F) et l'OCDE, ont décidé d'unir leurs efforts afin de créer une nouvelle coalition internationale pour une gouvernance multinationale et multiacteurs en matière de climat, et de donner ainsi à la société civile le rôle qui lui revient dans l'action pour le climat. (mr)

Une délégation du CESE a évalué la situation des réfugiés handicapés en Grèce

Une délégation du groupe d'étude permanent du CESE sur les droits des personnes handicapées, composée de Ioannis Vardakastanis (Grèce, groupe des activités diverses), Bernard Noël (Belgique, groupe des travailleurs) et Dare Stojan (Slovénie, groupe des employeurs), s'est rendue en Grèce en octobre dernier, afin d'évaluer la situation des réfugiés et autres migrants handicapés dans les structures d'accueil de Lesbos et d'Athènes. La visite était organisée avec l'aide de la Confédération nationale grecque des personnes handicapées.

À l'heure actuelle, les camps de réfugiés grecs accueillent 60 000 personnes. La plupart envisagent apparemment de se rendre en Allemagne ou en Suède mais la fermeture des frontières a fait de la Grèce un pays non plus de simple transit mais de séjour de plus longue durée. L'on ne dispose toutefois d'aucune donnée sur le nombre de personnes handicapées parmi ces réfugiés.



Ioannis Vardakastanis, membre du CESE, aux côtés d'un réfugié handicapé à Lesbos

Nous ne pouvons tolérer le déclin des zones rurales

Vingt ans après la première déclaration de Cork, le CESE et le Comité des régions (CdR) ont organisé conjointement, le 9 novembre, une conférence pour débattre de la nouvelle stratégie de la Commission européenne en matière de développement rural, qui s'appuiera sur la déclaration de Cork 2.0.

«Lorsque nous privons les jeunes de perspectives en n'investissant pas dans les infrastructures et en ne stimulant pas la croissance économique et la création d'emplois dans les zones rurales, nous perdons notre capital le plus précieux, notre jeunesse, et c'est le début de la fin de ces zones», a déclaré M. BURNS, président de la section NAT du CESE.

Toutefois, 20 ans après l'appel lancé, lors de la première conférence, en faveur d'une «répartition plus juste» en matière de dépenses publiques et d'investissements, l'écart entre zones rurales et zones urbaines continue de se creuser, notamment parce que les financements



destinés aux zones rurales se sont réduits. Le CESE appelle de ses vœux une approche territoriale forte qui considère la campagne et la ville comme deux parties d'un tout pouvant tirer des avantages mutuels l'une de l'autre.

M. Georges DASSIS, président du CESE, a souligné son engagement en faveur de communautés rurales dynamiques, qui peuvent également jouer un rôle crucial pour réaliser les objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a déclaré qu'«il est grand temps de forger une alliance stratégique entre toutes les parties intéressées qui œuvrent à tirer le meilleur parti des possibilités qu'offrent les zones rurales, et qu'une telle alliance doit comprendre non seulement le CdR et le CESE mais aussi le Parlement européen». (sma)

Première réunion du comité consultatif paritaire de la société civile UE-Chili

Les 4 et 5 octobre 2016, le comité consultatif paritaire de la société civile UE-Chili (CCP), créé dans le cadre de l'accord d'association UE-Chili (AA) onze années après son entrée en vigueur, a tenu sa première réunion.

Le CCP sera présidé conjointement par M^{me} Lidija Pavić-Rogošić (Croatie, groupe des activités diverses), membre du CESE, et M. Miguel Santibañez, coordinateur du réseau chilien d'ONG «Acción». Cette première réunion avait pour but de présenter la mission et les tâches du CCP, de rédiger son règlement intérieur et d'élaborer un programme de travail conjoint à partir des sujets d'intérêt commun.

La création longtemps attendue de ce CCP arrive à un point crucial dans les relations entre l'UE et le Chili, au moment où ont lieu des discussions en vue de moderniser l'accord d'association, en y ajoutant un chapitre sur le commerce et le développement durable, sur le modèle

des accords de libre-échange récemment négociés. Le CESE souhaite qu'il joue un rôle actif dans ce processus et devienne l'unique organe consultatif de la société civile dans le cadre d'un accord futur.

Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-eu-chile-jcc-01> (mr)

NOUVELLE PUBLICATION

La première brochure du CESE destinée aux citoyens ayant des difficultés de compréhension

Qu'est-ce que le Comité économique et social européen?

Le CESE vient de publier sa première brochure *easy-to-read* (lecture facile) destinée à des personnes ayant des difficultés de compréhension dues à un handicap mental ou à un faible niveau de scolarisation, ou encore à d'autres problèmes pouvant limiter leur accès à l'information. La brochure présente le CESE, son rôle, son fonctionnement et ses activités d'une façon simple. Le langage clair, la typographie ainsi que la mise en pages suivent les recommandations formulées dans les lignes directrices portant sur ce type de publication.

Publié en: EN, FR, DE

Cette brochure est disponible sur le lien <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications&itemCode=41049>.



Le rôle de la société civile dans l'union européenne de l'énergie en débat à Bratislava

par le groupe des activités diverses

Le 27 octobre 2016, le groupe des activités diverses du CESE s'est réuni à Bratislava pour débattre au sujet du rôle de la société civile dans l'union européenne de l'énergie: garantir une énergie sûre, durable, compétitive et abordable.

Le vice-président de la Commission européenne pour l'Union de l'énergie, M. Maroš Šefčovič, ainsi que le secrétaire d'État slovaque à l'économie, M. Vojtech Ferencz, assistaient à cette conférence qui rassemblait quelque 120 représentants de la société civile, originaires de Slovaquie et issus des rangs du CESE. En ouverture, M. Luca Jahier, président du groupe des activités diverses, a demandé aux différents acteurs de soutenir pleinement l'union de l'énergie de l'UE, dont il estime qu'elle dispose du potentiel nécessaire pour devenir «l'équivalent vert de la Communauté européenne du charbon et de l'acier au troisième millénaire».



De gauche à droite: Maroš Šefčovič, Luca Jahier et Rudolf Kropil

M. Jahier a ensuite affirmé que l'union de l'énergie est sans aucun doute une formidable occasion de croissance et de création d'emplois dans l'UE, ainsi qu'un instrument positif de coopération, de cohésion, de solidarité et de confiance au sein de l'Europe. M. Šefčovič a fait écho à ce point de vue en

soulignant le caractère très consensuel du projet européen qu'est l'union de l'énergie et le fait que la société civile, au cœur des sociétés européennes, doit jouer son rôle pour garantir une transition énergétique équitable qui ne laisse personne de côté. (cl)

Renforcer la croissance et la compétitivité européennes: un programme commercial volontariste – MAINTENANT!



Jacek Krawczyk avec l'ambassadeur des États-Unis Charles Adams, Signe Ratso (DG TRADE de la CE) et Matti Anttonen, secrétaire d'État adjoint au ministère finlandais des affaires économiques extérieures

par le groupe des employeurs

S'il est indéniable que le commerce joue un rôle de générateur de croissance et d'emploi, l'image de la libéralisation des échanges dans l'opinion publique se dégrade et il s'impose de répondre plus efficacement aux préoccupations des citoyens. Telle était l'une des conclusions tirées lors de la conférence sur le thème «Renforcer la croissance et la compétitivité européennes: un programme commercial volontariste – MAINTENANT!», qui s'est tenue

le 26 octobre, à Helsinki. Cette conférence était organisée conjointement par le groupe des employeurs du CESE, la Confédération des industries finlandaises et le comité finlandais de la Chambre de commerce internationale.

Il y a été souligné que les fédérations d'entreprises devaient plaider en faveur de la liberté des échanges et que l'on ne pouvait tenir pour acquis que la population en comprenne les avantages. Les États membres ont, eux aussi, un rôle essentiel à jouer à cet égard.

Le mandat que la Commission européenne reçoit des États membres pour négocier des accords commerciaux ne devrait lui être confié qu'après la tenue de débats internes substantiels et moyennant l'appui des parlements nationaux. La politique commerciale ne saurait être prise en otage par les enjeux nationaux. Toutes les préoccupations qui se font jour au niveau national, voire régional, doivent être débattues lorsque le processus se trouve à un stade moins avancé. L'UE a besoin d'une stratégie commerciale volontaire en faveur des entreprises, dont la réglementation doit favoriser la croissance et non la freiner.

Le débat d'Helsinki est venu à point nommé, puisqu'il a eu lieu au moment des négociations de dernière minute sur l'accord économique et commercial global (AECG ou CETA). Dans la foulée de l'accord final qui a été trouvé sur ce texte, le président du groupe des employeurs et les coorganisateur finlandais ont publié une déclaration conjointe, dans laquelle ils ont exprimé leur adhésion au libre-échange et indiqué qu'il était possible d'assurer un large soutien à ce principe, de la part tant des employeurs que des syndicats, dès lors que les débats s'appuient sur des données factuelles et chiffrées et non sur des mythes et des peurs. (mp)

Investissement public en Europe: l'Europe peut et doit faire davantage!

Par le groupe des travailleurs

L'Europe continue de pâtir d'un manque d'investissements, ce qui entrave la reprise économique et le progrès social. La stimulation de la relance économique au moyen d'investissements publics a été au cœur des débats de la réunion extraordinaire du groupe des travailleurs, le 30 novembre. L'économiste

Achim Truger y a présenté son étude sur «La mise en œuvre de la règle d'or pour l'investissement public en Europe», en expliquant de quelle manière les déficits publics peuvent être justifiés s'ils sont utilisés à des fins d'investissement. Les participants ont débattu de la manière dont cette règle peut être appliquée avec succès au niveau de l'UE afin d'introduire une plus grande flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance, en excluant les

investissements productifs des objectifs nationaux en matière de déficit et de dette.

Chiara Crepaldi, chercheur, a également présenté une étude examinant les synergies possibles entre le plan d'investissement pour l'Europe et l'initiative du socle européen des droits sociaux, en tant qu'éléments clés d'une nouvelle stratégie en faveur de la convergence économique et sociale ascendante en Europe. Les participants ont souligné que l'UE doit de toute urgence élaborer un projet positif afin de garantir l'équité des conditions de vie et de travail de ses salariés et citoyens, en particulier

dans la perspective de la montée du nationalisme et des défis de l'ère numérique.

Cette réunion a été l'occasion d'examiner les progrès accomplis pour ce qui est du «train de mesures de la Commission en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement» du président Juncker, en mettant l'accent sur des idées allant dans le sens de la promotion de la politique d'investissement de l'UE et de l'initiative du «socle social» en tant qu'instruments pour assurer une croissance inclusive et durable et comme alternative aux politiques d'austérité. (mg)

EN BREF

Madi Sharma, membre du CESE, écrit un livre pour contribuer à transformer sept milliards d'idées en actions

M^{me} Madi Sharma, membre du CESE (Royaume-Uni, groupe des employeurs), a publié en autoédition son livre «*Madi No Excuses!*». Madi, qui a survécu aux violences domestiques pour devenir une brillante entrepreneuse, cherche à aider chaque individu, en particulier les personnes défavorisées, à devenir acteur du changement en développant son potentiel en matière d'entrepreneuriat dans son acception la plus large. Comme le souligne l'avis du CESE sur le thème «*Créativité et entrepreneuriat: des instruments de sortie de crise*», l'entrepreneuriat n'est ni une question d'argent ni une affaire de plans d'entreprise: il a trait aux idées et



Madi Sharma, membre du CESE, avec un groupe de futurs entrepreneurs

à la manière d'en faire une réalité. Pour plus d'informations, visitez le site <http://madisharma.org/noexcuses/> (dm)

Thierry Libaert, membre du CESE, explore la communication environnementale



Thierry Libaert, membre du CESE (à gauche), lors de la manifestation de lancement

français du groupe des activités diverses du CESE. M. Libaert a animé le débat avec plusieurs auteurs de l'ouvrage et d'autres éminents orateurs.

Le livre, qui est publié aux éditions du CNRS, se penche sur l'évolution de la communication environnementale, depuis sa naissance dans les années 1990 à la suite d'une série de catastrophes écologiques jusqu'à son intégration dans le discours des entreprises et des décideurs politiques. Il examine également la manière dont la communication environnementale influence l'action, les processus et le fonctionnement d'une organisation en matière d'environnement et comment elle façonne le comportement des consommateurs. (dm)

Le 16 novembre, une table ronde a eu lieu à l'INSEEC Business School de Paris à l'occasion de la parution du livre «*La communication environnementale*», publié sous la direction de M. Thierry Libaert, membre

VŒUX DE FIN D'ANNÉE

Chers lecteurs,

à l'approche des fêtes, nous vous présentons nos meilleurs vœux de santé et de prospérité pour 2017.

Nous tenons à vous remercier de votre intérêt, dans l'attente d'une nouvelle année pleine de nouveaux défis et d'opportunités passionnantes, et alors que nous nous préparons à passer à un nouveau format en ligne dans les mois à venir.

L'équipe du CESE info



CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, anglais et français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 5800 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en janvier 2017.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ

Rédaction:

Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Caroline Alibert-Deprez (cad)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Dilyana Slavova
Jasmin Klotzing (jk)
Katerina Serif (ks)
Margarida Reis (mr)
Margarita Gavanis (mg)
Milen Minchev (mm)
Monica Procopet (mp)
Sílvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Daniela Marangoni
Katerina Serif

Édition clôturée le 1^{er} décembre 2016.

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99, 1040 Bruxelles, Belgique
Tél. (+32 2) 546.94.76
Télécopieur (+32 2) 546.97.64
Courriel: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

Décembre 2016 / 9



Office des publications